

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van
FILIP
 Van Koningswege:
 De minister van Financiën
V. VAN PETEGHEM

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
 TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2023/201732]

7 AVRIL 2023. — Arrêté royal fixant une formation de base en sécurité concernant les chantiers temporaires ou mobiles et visant l'amélioration de la communication sur les chantiers temporaires ou mobiles (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
 A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, l'article 4, § 1^{er}, numéroté par la loi du 7 avril 1999 et modifié par les lois des 10 janvier 2007, 28 février 2014 et 20 décembre 2020, l'article 19, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et l'article 24;

Vu l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles;

Vu l'avis n° 255 du Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail, donné le 10 janvier 2023;

Vu l'avis n° 73.098/1 du Conseil d'Etat, donné le 15 mars 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles, sont insérés les articles 50bis à 50septies, rédigés comme suit :

« **Art. 50bis.** § 1^{er}. Afin d'effectuer des travaux sur un chantier temporaire ou mobile, liés à la réalisation de l'ouvrage, chaque entrepreneur est tenu de fournir à ses travailleurs une formation de base en sécurité concernant les chantiers temporaires ou mobiles.

Cette formation de base en sécurité a pour objectif de sensibiliser les travailleurs aux risques qui peuvent être présents sur un chantier temporaire ou mobile, que ces risques découlent de leur propre activité ou des activités d'autres entrepreneurs qui sont ou seront présents sur le chantier.

Sans préjudice de l'obligation légale éventuelle de suivre une formation spécifique, cette formation de base en sécurité vise aux moins les objectifs suivants :

1° posséder une connaissance de base du rôle et des tâches des acteurs impliqués dans les chantiers temporaires ou mobiles;

2° posséder une connaissance de base de l'organisation d'une collaboration efficace sur un chantier temporaire ou mobile en vue d'assurer la sécurité et la santé sur le chantier et le bien-être au travail;

3° posséder une connaissance de base des principes généraux de prévention visés à l'article 5 de la loi;

4° posséder une connaissance de l'application des mesures de prévention adéquates;

5° comprendre et appliquer un comportement sûr et sain sur un chantier temporaire ou mobile.

L'entrepreneur doit pouvoir démontrer à tout moment que la formation de base en sécurité suivie par ses travailleurs répond aux objectifs visés à l'alinéa 3.

Cette formation a une durée totale d'au moins huit heures.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
 ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2023/201732]

7 APRIL 2023. — Koninklijk besluit tot vaststelling van een basisveiligheidsopleiding met betrekking tot tijdelijke of mobiele bouwplaatsen en tot verbetering van de communicatie op tijdelijke of mobiele bouwplaatsen (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, artikel 4, § 1, genummerd bij de wet van 7 april 1999 en gewijzigd bij de wetten van 10 januari 2007, 28 februari 2014 en 20 december 2020, artikel 19, § 1, eerste lid, 2^o en artikel 24;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen;

Gelet op het advies nr. 255 van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk, gegeven op 10 januari 2023;

Gelet op het advies nr. 73.098/1 van de Raad van State, gegeven op 15 maart 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. - In het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen worden de artikelen 50bis tot 50septies ingevoegd, luidende:

« **Art. 50bis.** § 1. Om op een tijdelijke of mobiele bouwplaats werkzaamheden uit te voeren met betrekking tot het realiseren van het bouwwerk, is elke aannemer ertoe gehouden aan zijn werknemers een basisveiligheidsopleiding met betrekking tot tijdelijke of mobiele bouwplaatsen te verstrekken.

Deze basisveiligheidsopleiding heeft tot doel de werknemers bewust te maken van de risico's die aanwezig kunnen zijn op een tijdelijke of mobiele bouwplaats, ongeacht of deze risico's voortvloeien uit hun eigen activiteiten of uit de activiteiten van andere aannemers die aanwezig zijn of zullen zijn op de bouwplaats.

Zonder afbreuk te doen aan de eventuele wettelijke verplichting tot het volgen van een specifieke opleiding, beoogt deze basisveiligheidsopleiding ten minste de volgende doelstellingen:

1° beschikken over een basiskennis van de rol en de taken van de actoren betrokken bij tijdelijke of mobiele bouwplaatsen;

2° beschikken over een basiskennis betreffende de organisatie van een efficiënte samenwerking op een tijdelijke of mobiele bouwplaats, met het oog op de veiligheid en gezondheid op de bouwplaats en het welzijn op het werk;

3° beschikken over een basiskennis van de algemene preventiebeginselen bedoeld in artikel 5 van de wet;

4° kennis hebben van de toepassing van de passende preventie maatregelen;

5° inzicht hebben in en toepassen van veilig en gezond gedrag op een tijdelijke of mobiele bouwplaats.

De aannemer moet op elk ogenblik kunnen aantonen dat de basisveiligheidsopleiding die zijn werknemers hebben gevolgd, beantwoordt aan de in het derde lid beoogde doelstellingen.

Deze opleiding heeft een totale duur van tenminste acht uur.

§ 2. Les travailleurs qui exécutent des activités sur un chantier temporaire ou mobile sont présumés disposer de la formation de base en sécurité visée par le présent article, pour autant qu'une des conditions suivantes soit réunie :

1° soit ils disposent d'une attestation, qui démontre qu'ils ont acquis les connaissances visées au § 1^{er}, en suivant une autre formation;

2° soit ils peuvent démontrer avoir acquis une expérience relative à l'exécution des activités sur un chantier temporaire ou mobile d'au moins cinq ans dans les dix dernières années.

§ 3. La formation visée au § 1^{er} est fournie au travailleur, si possible avant de commencer les travaux sur le chantier temporaire ou mobile et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois qui suit le début des activités de ce travailleur.

La formation de base en sécurité est répétée à intervalles réguliers, sauf si l'employeur peut démontrer que les connaissances des travailleurs restent actuelles, grâce à une formation et une information régulières ou continues, et grâce à l'expérience pratique.

§ 4. En tout cas, l'employeur veille à ce que les travailleurs aient reçu, préalablement à leur occupation sur le chantier, les informations nécessaires relatives aux risques et aux mesures de prévention liés au travail sur un chantier temporaire ou mobile, et il peut démontrer que les travailleurs ont bien reçu et compris ces informations.

Art. 50ter. La disposition de l'article 50bis ne porte pas préjudice à des règles ou pratiques plus sévères applicables :

1° dans un secteur ou une entreprise déterminé;

2° aux travailleurs d'un maître d'ouvrage qui effectuent des activités sur un chantier temporaire ou mobile situé dans l'établissement de ce maître d'ouvrage.

Art. 50quater. Les entrepreneurs veillent à ce que la formation de base en sécurité soit suivie auprès d'organismes qui appliquent un système de contrôle de la qualité.

Art. 50quinquies. Le contenu et les modalités relatifs à la formation de base en sécurité visée à l'article 50bis peuvent être fixés dans une convention collective de travail conclue au sein de chaque commission paritaire compétente pour les employeurs et les travailleurs qui exercent des activités sur le chantier et qui relèvent du ressort de cette commission paritaire.

Sans porter préjudice à la disposition de l'article 50bis, § 2, la convention collective de travail visée à l'alinéa 1^{er} peut fixer les conditions dans lesquelles les travailleurs peuvent être dispensés de suivre la formation de base en sécurité, pour autant que ces travailleurs puissent démontrer qu'ils ont acquis d'une autre façon les connaissances et les aptitudes visées par la formation de base en sécurité.

Si les commissions paritaires visées à l'alinéa 1^{er} disposent d'un institut de formation sectoriel, cet institut peut être chargé d'organiser et de dispenser cette formation de base en sécurité.

Les instituts de formation visés à l'alinéa 3 sont tenus d'admettre également les indépendants à la formation de base en sécurité qu'ils dispensent.

Art. 50sexies. Afin de préserver leur propre bien-être au travail ainsi que celui des autres personnes présentes sur le chantier temporaire ou mobile, les indépendants et les employeurs exerçant personnellement une activité professionnelle sur le chantier, suivent également la formation de base en sécurité visée à l'article 50bis et ils peuvent démontrer à tout moment que la formation qu'ils ont suivie répond aux objectifs visés à l'article 50bis, § 1^{er}, alinéa 3.

Les présomptions visées à l'article 50bis, § 2 s'appliquent également aux indépendants.

Art. 50septies. Les obligations relatives à la formation de base en sécurité, visées à l'article 50bis, § 1^{er} à § 3 et à l'article 50sexies ne s'appliquent pas aux personnes suivantes, qui peuvent démontrer qu'elles satisfont à des conditions comparables de formation de base en sécurité pour un travail sûr et sain sur les chantiers temporaires ou mobiles dans un autre État membre de l'Union européenne :

1° les employeurs établis dans un autre État membre de l'Union européenne vis-à-vis de leurs travailleurs;

2° les employeurs établis dans un autre État membre de l'Union européenne et qui exercent personnellement une activité professionnelle sur le chantier;

3° les indépendants établis dans un autre État membre de l'Union européenne.

§ 2. De werknemers die werkzaamheden uitvoeren op een tijdelijke of mobiele bouwplaats worden vermoed te beschikken over de in dit artikel bedoelde basisveiligheidsopleiding, indien één van de volgende voorwaarden is vervuld:

1° ofwel beschikken zij over een attest waaruit blijkt dat zij de kennis bedoeld in § 1 hebben verworven door het volgen van een andere opleiding;

2° ofwel kunnen zij aantonen dat zij in de afgelopen tien jaar tenminste vijf jaar ervaring hebben verworven door het uitvoeren van werkzaamheden op een tijdelijke of mobiele bouwplaats.

§ 3. De in § 1 bedoelde opleiding wordt aan de werknemer verstrekt, indien mogelijk vooraleer de werkzaamheden op de tijdelijke of mobiele bouwplaats aan te vatten, en in elk geval, binnen een termijn van één maand nadat deze werknemer de werkzaamheden heeft aangevat.

De basisveiligheidsopleiding wordt op regelmatige tijdstippen herhaald, tenzij de werkgever kan aantonen dat de kennis van de werknemers actueel blijft, door middel van regelmatige of continue opleiding en informatieverstrekking, en door praktijkervaring.

§ 4. In elk geval zorgt de werkgever ervoor dat de werknemers, voorafgaand aan de tewerkstelling op de bouwplaats, de nodige informatie over de risico's en preventie maatregelen verbonden aan het werken op een tijdelijke of mobiele bouwplaats hebben ontvangen en kan hij aantonen dat de werknemers deze informatie wel degelijk hebben ontvangen en begrepen.

Art. 50ter. De bepaling van artikel 50bis doet geen afbreuk aan de strengere regels of praktijken die van toepassing zijn:

1° in een bepaalde sector of onderneming;

2° op de werknemers van een opdrachtgever die werkzaamheden verrichten op een tijdelijke of mobiele bouwplaats die zich bevindt in de inrichting van de opdrachtgever.

Art. 50quater. De aannemers zorgen ervoor dat de basisveiligheidsopleiding wordt gevolgd bij organisatoren die een kwaliteitsborgings-systeem toepassen.

Art. 50quinquies. De inhoud en de nadere regels betreffende de in artikel 50bis bedoelde basisveiligheidsopleiding kunnen vastgesteld worden in een collectieve arbeidsovereenkomst die gesloten wordt in elk paritair comité dat bevoegd is voor de werkgevers en werknemers die activiteiten uitvoeren op de bouwplaats, waardoor zij vallen onder het ressort van dat paritair comité.

Zonder afbreuk te doen aan de bepaling van artikel 50bis, § 2, kan de in het eerste lid bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst de voorwaarden bepalen waaronder werknemers kunnen worden vrijgesteld van het volgen van de basisveiligheidsopleiding, voor zover deze werknemers kunnen aantonen dat zij de door de basisveiligheidsopleiding bedoelde kennis en vaardigheden op een andere wijze hebben verworven.

Indien de in het eerste lid bedoelde paritaire comités beschikken over een sectorale vormingsinstelling, kan deze instelling belast worden met het organiseren en geven van deze basisveiligheidsopleiding

De vormingsinstellingen bedoeld in het derde lid zijn verplicht om ook zelfstandigen toe te laten tot de basisveiligheidsopleiding die zij verstrekken.

Art. 50sexies. Teneinde hun eigen welzijn op het werk alsook dat van de andere op de tijdelijke of mobiele bouwplaats aanwezige personen te vrijwaren, volgen de zelfstandigen en de werkgevers, die zelf een beroepsactiviteit op de bouwplaats uitoefenen, eveneens de in artikel 50bis bedoelde basisveiligheidsopleiding en kunnen zij op elk ogenblik aantonen dat de door hen gevolgde opleiding beantwoordt aan de in artikel 50bis, § 1, derde lid, beoogde doelstellingen.

De vermoedens bedoeld in artikel 50bis, § 2 zijn eveneens van toepassing op de zelfstandigen.

Art. 50septies. De verplichtingen met betrekking tot de basisveiligheidsopleiding bedoeld in artikel 50bis, § 1 tot § 3 en artikel 50sexies zijn niet van toepassing op de volgende personen die kunnen aantonen dat er wordt voldaan aan vergelijkbare voorwaarden inzake de basisveiligheidsopleiding voor veilig en gezond werken op tijdelijke of mobiele bouwplaatsen vastgesteld in een andere lidstaat van de Europese Unie:

1° de werkgevers die gevestigd zijn in een andere lidstaat van de Europese Unie ten aanzien van hun werknemers;

2° de werkgevers die gevestigd zijn in een andere lidstaat van de Europese Unie en die zelf een beroepsactiviteit op de bouwplaats uitoefenen;

3° de zelfstandigen die gevestigd zijn in een andere lidstaat van de Europese Unie.

Si les employeurs exerçant personnellement une activité professionnelle sur le chantier, les travailleurs des employeurs ou les indépendants qui sont établis dans un autre Etat membre de l'Union européenne choisissent de suivre, en tout ou en partie, une formation de base en sécurité organisée par un institut de formation visé à l'article 50quinquies, alinéa 3, ils sont traités, pour l'application des dispositions établies par une convention collective de travail, telle que visée à l'article 50quinquies de la même façon que les employeurs, les travailleurs et les indépendants belges. »

Art. 2. - Dans l'annexe I, partie A, section III - Liste non-limitative des règles et des mesures de prévention visées à la section Ière, premier alinéa, 3°, a. du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 7° les mots « ainsi que les modalités générales relatives à la diffusion d'informations, d'instruction et d'ordres à ces personnes » sont remplacés par les mots « ainsi que les règles générales relatives à la communication verbale et non verbale sur le chantier et celles relatives au contrôle de leur mise en œuvre, notamment en vue de :

a) transmettre les informations, les instructions et les ordres à ces personnes de manière à ce qu'ils soient compris à tout moment et puissent effectivement être appliqués;

b) permettre à ces personnes de se faire comprendre par tous les moyens de communication adéquats;

c) définir les arrangements pratiques en matière de communication et de compréhension lorsque ces personnes se trouvent dans un environnement multilingue. »

2° au point 8°, les mots « ainsi que celles relatives à l'information des travailleurs et à la diffusion des instructions qui leur sont destinées. » sont remplacés par les mots « ainsi que les règles générales relatives à la communication verbale et non verbale sur le chantier, notamment en vue de :

a) transmettre les informations, les instructions et les ordres aux travailleurs de manière à ce qu'ils soient compris à tout moment et puissent effectivement être appliqués;

b) permettre à ces travailleurs de se faire comprendre par tous les moyens de communication adéquats;

c) définir les arrangements pratiques en matière de communication et de compréhension lorsque ces travailleurs se trouvent dans un environnement multilingue. »

Art. 3. - Le présent arrêté entre en vigueur le 15 avril 2023.

Sans porter préjudice à l'application de la disposition de l'article 50bis, § 2 de l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles, les personnes qui travaillent déjà sur des chantiers temporaires ou mobiles au 15 avril 2023 doivent avoir suivi la formation de base en matière de sécurité au plus tard le 15 avril 2024.

Art. 4. - Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 4 août 1996,

Moniteur belge du 18 septembre 1996;

Loi du 7 avril 1999,

Moniteur belge du 20 avril 1999;

Loi du 10 janvier 2007,

Moniteur belge du 6 juin 2007;

Loi du 28 février 2014,

Moniteur belge du 28 avril 2014;

Loi du 20 décembre 2020,

Moniteur belge du 30 décembre 2020;

Arrêté royal du 25 janvier 2001,

Moniteur belge du 7 février 2001.

Indien werkgevers die zelf een beroepsactiviteit op de bouwplaats uitoefenen, werknemers van werkgevers of zelfstandigen die gevestigd zijn in een andere lidstaat van de Europese Unie er voor kiezen, geheel of gedeeltelijk, een basisveiligheidsopleiding te volgen die georganiseerd wordt door een in artikel 50quinquies, derde lid bedoelde vormingsinstelling worden zij bij de toepassing van de bepalingen vastgesteld in een collectieve arbeidsovereenkomst, zoals bedoeld in artikel 50quinquies, op dezelfde wijze behandeld als de Belgische werkgever, werknemers en zelfstandigen."

Art. 2. - In bijlage I, deel A, afdeling III Niet limitatieve lijst van de preventieregels en -maatregelen bedoeld in afdeling I, eerste lid, 3°, a., bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In punt 7° worden de woorden "evenals de algemene regels betreffende het verspreiden van informatie, instructies en bevelen aan deze personen" vervangen door de woorden "evenals de algemene regels betreffende de verbale en non-verbale communicatie op de bouwplaats en de algemene regels inzake het toezicht op de tenuitvoerlegging ervan, inzonderheid, met het oog op:

a) het verspreiden van informatie, instructies en bevelen aan deze personen, zodat deze te allen tijde begrepen worden en daadwerkelijk kunnen worden toegepast;

b) de mogelijkheid voor deze personen om zich door middel van geschikte communicatiemiddelen verstaanbaar te maken;

c) het maken van praktische afspraken over de communicatie en verstaanbaarheid, wanneer deze personen zich in een meertalige omgeving bevinden."

2° In punt 8° worden de woorden "evenals deze betreffende de informatie van de werknemers en het verspreiden van de instructies die voor hen bestemd zijn" vervangen door de woorden "evenals algemene regels betreffende de verbale en non-verbale communicatie op de bouwplaats, inzonderheid met het oog op:

a) het verspreiden van informatie, instructies en bevelen aan de werknemers, zodat deze te allen tijde begrepen worden en daadwerkelijk kunnen worden toegepast;

b) de mogelijkheid voor deze werknemers om zich door middel van geschikte communicatiemiddelen verstaanbaar te maken;

c) het maken van praktische afspraken over de communicatie en verstaanbaarheid, wanneer deze werknemers zich in een meertalige omgeving bevinden."

Art. 3. - Dit besluit treedt in werking op 15 april 2023.

Zonder afbreuk te doen aan de toepassing van de bepaling van artikel 50bis, § 2 van het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen, dienen de personen die op 15 april 2023 reeds werkzaam zijn op tijdelijke of mobiele bouwplaatsen de basisveiligheidsopleiding te hebben gevolgd uiterlijk op 15 april 2024.

Art. 4. - De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 april 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:

Wet van 4 augustus 1996,

Belgisch Staatsblad van 18 september 1996;

Wet van 7 april 1999,

Belgisch Staatsblad van 20 april 1999;

Wet van 10 januari 2007,

Belgisch Staatsblad van 6 juni 2007;

Wet van 28 februari 2014,

Belgisch Staatsblad van 28 april 2014;

Wet van 20 december 2020,

Belgisch Staatsblad van 30 december 2020;

Koninklijk besluit van 25 januari 2001

Belgisch Staatsblad van 7 februari 2001.